



Le 9 juin 2020

Le très honorable Justin Trudeau
Premier ministre du Canada
80, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0A2

Monsieur le premier ministre,

S'il y a une chose que les ravages causés par la COVID-19 nous apprennent de façon tout aussi éclatante qu'urgente, c'est à quel point les priorités que nous accordons aux dépenses publiques ainsi que notre conception de la sécurité publique sont malheureusement des échecs pour le sort de l'humanité. Au moment même où le secrétaire général Antonio Guterres plaide pour un cessez-le-feu mondial et supplie les gouvernements de dépenser deux milliards de dollars supplémentaires pour aider les pays fragiles à surmonter la pandémie, nous apprenons que les dépenses militaires à l'échelle planétaire ont augmenté jusqu'à atteindre 1,9 trillion de dollars.

Force nous est d'admettre que ces armées coûteuses et ces armements dispendieux ne peuvent rien contre la COVID-19 et les autres épidémies à venir. Ces vieilles recettes de renforcement de notre sécurité au moyen d'armes toujours plus puissantes nous éloignent sans cesse de la priorité, de l'ingéniosité et des ressources qu'il faut pour améliorer la sécurité des groupes les plus vulnérables. Rien n'illustre mieux cette perversion des priorités mondiales par le prisme d'une sécurité militarisée que notre échec continu à financer convenablement les 17 secteurs des Objectifs de développement durable (ODD). Il devient plus clair chaque jour de la crise actuelle que, dans l'avenir, ce sera dans une attention soutenue pour la sécurité humaine – la construction de systèmes de santé durables, l'accès à l'eau propre et à un logement abordable, une production alimentaire respectueuse de l'environnement et, en fin de compte, un affrontement véritable de la crise du changement climatique – que nous trouverons le chemin vers une paix et une sécurité durables.

Pourtant, pendant que le financement des ODD et de la sécurité humaine se languit, Joseph Cirincione, président du Ploughshares Fund de Washington et invité du Rassemblement canadien pour une convention sur les armes nucléaires (RCCAN) à ses réunions avec le gouvernement du Canada en 2018, nous rappelle que ces dépenses militaires en croissance constante sont en même temps la source d'un nouveau renforcement nucléaire qui, à cette allure, devrait atteindre le coût stupéfiant de un trillion de dollars durant la décennie en cours.

Le RCCAN vous a écrit le 23 janvier 2020 pour vous recommander un certain nombre de mesures pratiques visant à renverser cette ruée destructive de dépenses publiques inopportunes, à réduire les risques d'une guerre nucléaire et à instaurer un climat politique plus favorable au désarmement. Dans cette lettre, souscrite par 89 éminents Canadiennes et Canadiens, tous lauréats de l'Ordre du Canada, nous avons notamment engagé le Canada à presser les États-Unis d'accepter l'offre qu'aurait faite récemment la Russie de prolonger immédiatement la durée de l'accord New START et à appuyer les recommandations mises de l'avant l'an dernier par le président du processus préparatoire en vue de la prochaine Conférence d'examen du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Nous espérons recevoir bientôt une réponse détaillée de votre part à ce sujet.

Nous désirons faire remarquer que notre pays a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration du Traité « Ciel ouvert ». Par conséquent, nous pressons votre gouvernement de se joindre à dix pays de l'Union européenne pour faire valoir l'importance du traité et faire progresser sa mise en œuvre. Nous comptons sur le Canada pour engager les États-Unis à continuer de respecter le traité et engager la Russie à lever les restrictions aériennes, notamment au-dessus de sa région de Kaliningrad.

Le report de la Conférence d'examen du TNP au début 2021 donne plus de temps et de possibilités aux gouvernements pour réfléchir sur les fondements véritables de la sécurité humaine et sur les manières de les réaliser plus efficacement dans le cadre du TNP. L'importance de cette nouvelle façon de voir les choses a été soulignée par la haute représentante de l'ONU pour les affaires de désarmement, Izumi Nakamitsu, lors de sa

visite à Ottawa plus tôt cette année en tant qu'invitée du RCCAN. Elle a engagé le Canada à assumer un rôle de premier plan dans les efforts pour aider les États à forger un esprit de coopération et de flexibilité en vue de sauver le TNP. Nous remercions le gouvernement du Canada pour sa collaboration à l'occasion de cette visite qui tombait à point nommé.

La haute représentante Nakamitsu a prévenu que, dans le contexte politique morose actuel, le risque du recours aux armes nucléaires – délibéré, accidentel ou par erreur de calcul – est plus élevé qu'il n'a jamais été depuis des décennies. Aujourd'hui, les États nucléarisés se pressent de moderniser leurs arsenaux, si bien que le dispositif de désarmement élaboré avec soin au fil des ans est sur le point de s'écrouler. Il n'y a aucun doute que la course renouvelée aux armes nucléaires entre les grandes puissances nucléaires constitue la plus grande menace à la paix depuis le cœur de la Guerre froide.

Chargé de maintenir la paix et la sécurité dans le monde, le Conseil de sécurité de l'ONU, égaré dans une impasse qui le rend presque impuissant, a tout de même engagé tous les États parties au TNP, le 26 février 2020, à collaborer en vue de faire avancer la non-prolifération, les recours pacifiques à l'énergie nucléaire et le désarmement nucléaire. Tous les membres actuels du Conseil de sécurité ont renouvelé leur engagement commun à l'endroit de l'avenir du Traité.

À l'heure où le Canada postule pour un siège au Conseil de sécurité, cet engagement renouvelé doit être pris extrêmement au sérieux. C'est pour cette raison que le RCCAN a été très déçu, à la lecture du grand discours sur la politique étrangère qu'a livré le ministre des Affaires étrangères, François-Philippe Champagne, au Council on Foreign Relations de Montréal le 21 février 2020, de ne pas y trouver la moindre allusion au problème des armes nucléaires, ni même aux responsabilités du Canada en tant que membre actif du TNP. Minimiser le désarmement nucléaire dans les forums publics et les arènes intergouvernementales aura pour effet de diminuer l'appui du public envers les politiques progressistes. Nous savons bien que votre gouvernement s'entretient régulièrement avec beaucoup de pays, y compris les États-Unis et la Russie, sur les questions de non-prolifération et de désarmement en vue d'arriver à un terrain d'entente, particulièrement en préparation de la Conférence d'examen du TNP. Nous

vous pressons, en votre qualité de premier ministre, de porter aussi à l'attention de la population canadienne le danger du nucléaire et l'opportunité de mesures claires à ce sujet, dans le but de renforcer la sensibilisation du public et d'obtenir son appui pour une action canadienne audacieuse.

La demande constante du RCCAN pour le démarrage de négociations d'envergure en vue de l'élimination complète des armes nucléaires comme condition préalable à la paix n'est pas une réclamation solitaire, mais un élément essentiel du nouveau plan pour la sécurité humaine.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le premier ministre, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Le comité directeur du RCCAN

Ernie Regehr, O.C. (Chair)
Douglas Roche, O.C.
Jennifer Simons, C.M.
David Silcox, C.M.
Adele Buckley
Beverly DeLong
Cesar Jaramillo

CC:

L'honorable Chrystia Freeland
Vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales
L'honorable François-Philippe Champagne
Ministre des Affaires étrangères
L'honorable Harjit Sajjan
Ministre de la Défense nationale
L'honorable Andrew Sheer
Chef de l'opposition
Yves-François Blanchet
Chef du Bloc Québécois
Jagmeet Singh
Chef du Nouveau Parti démocratique
Elizabeth May
Parlementaire Chef du Parti vert

www.nuclearweaponsconvention.ca

Canadians for a Nuclear Weapons Convention

Rassemblement canadien pour une convention sur les armes nucléaires

A project of Canadian Pugwash Group 56 Douglas Drive, Toronto, ON M4W 2B3

Email: cnwc@pugwashgroup.ca